



HAL
open science

Invisibilisation/visibilisation des mondes du travail populaires : Que devient la classe comme analyseur ?

Paul Bouffartigue

► **To cite this version:**

Paul Bouffartigue. Invisibilisation/visibilisation des mondes du travail populaires : Que devient la classe comme analyseur ?. Classement, Déclassement, Reclassement, Association Française de Sociologie, Aug 2019, Aix-en-Provence, France. halshs-02277027

HAL Id: halshs-02277027

<https://shs.hal.science/halshs-02277027v1>

Submitted on 3 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Invisibilisation/visibilisation des mondes du travail populaires :

Que devient la classe comme analyseur ?

Paul Bouffartigue¹

Le mouvement des *Gilets Jaunes* a-t-il rendu plus visibles les mondes du travail populaires ? Les classes populaires ? Si oui lesquelles et de quelle manière ? Qu'est-ce que cela nous dit de ces mondes ? De ces classes ? En quoi cela peut-il alimenter la thématique du congrès de l'AFS, centrée sur la notion de « classe » et de « classement » ? Se poser ces questions c'est interroger notre discipline - ses outils, ses catégories, ses paradigmes -, dans ses relations, trop souvent laissées dans l'ombre, avec les modes de représentation sociaux (étatique, politique, symbolique, statistique...).

On commence par explorer les enjeux associés à la catégorie de visibilité/invisibilité, pour se demander ensuite ce que le mouvement des *Gilets Jaunes* a mis au jour sur ce plan, et ce que cela nous dit des dynamiques des mondes du travail. On termine en interrogeant les significations et pertinences – hétérogènes - de la notion de « classe », qui se trouvent ainsi toutes interpellées.

1-Invisibilisation/visibilisation : de quoi parle-t-on ?

Les sociologues reprennent volontiers la catégorie commune d'invisible(s) ou d'invisibilité pour désigner un groupe social – ou un enjeu social – dont l'absence ou la trop faible présence dans les représentations dominantes traduit la domination politique et symbolique dont il est l'objet : « Représenter, c'est notamment donner à voir le monde social »². C'est ainsi que l'on peut affirmer que les ouvriers, plus largement l'ensemble des travailleurs subalternes, pour ne pas dire l'ensemble du monde du travail - voire le travail lui-même - sont devenus invisibles. Les sociologues n'ont d'ailleurs pas trop à rougir si l'on songe aux efforts qui ont été les leurs pour tenter, aux côtés d'autres professionnels de la représentation – cinéastes³, romanciers⁴ -, de combattre ce processus d'invisibilisation, au travers de la multiplication de leurs travaux sur les classes populaires et leurs composantes.⁵ Evidemment il ne s'agit pas seulement de

¹ Aix Marseille Université, CNRS, LEST, Aix-en-Provence.

² D. Gaxie, « Malaise dans la représentation », AOC, 16.04.2019.

<https://aoc.media/analyse/2019/04/16/malaise-dans-la-representation/>

³ *Les invisibles*, est un film de Louis-Julien Petit. Sorti en salles en 2018, il met en scène des femmes sans logis.

⁴ Le prix Goncourt 2018, *Leurs enfants après eux*, est une chronique sociale centrée sur un groupe d'adolescents songeant à fuir la Lorraine ouvrière en crise

⁵ *Un personnel invisible* est le sous-titre du livre d'Anne-Marie Arborio sur les aides-soignantes, paru en 2001. Il faudrait recenser les publications sociologiques qui évoquent cette notion. En 2006

représenter pour représenter, mais de promouvoir des représentations non misérabilistes, qui restituent aux catégories et personnes dominées, leur humanité, leur dignité, leurs résistances. Rendre visible, c'est restituer une valeur sociale à qui en est privé.⁶

Car, touchant aux processus de représentation et de domination, sous leur double aspect objectif et subjectif, l'invisibilité a un sens faible – l'absence de représentation –, et un sens fort – incluant toutes implications subjectives et affectives qui peuvent y être associées au sein des groupes concernés. Elles sont alors de l'ordre de la non-reconnaissance : de la simple ignorance on glisse au mépris social et aux sentiments d'abandon, d'humiliation, de maltraitance.⁷ L'invisibilité prend sa source dans l'absence de représentation politique : les classes populaires sont pratiquement privées de toute représentation au parlement et dans les formations politiques ; elle se traduit par la distance qui sépare l'expérience sociale des membres de ces classes et celle des décideurs. « Vous ne nous représentez pas ! » : tel est le cri commun aux *indignados* espagnols et aux *Gilets Jaunes* en passant par tous les mouvements « démagistes » et « citoyennistes »⁸, adressés aux gouvernants. L'invisibilité se joue également du côté des professionnels des médias. On a vu combien le mouvement des *Gilets Jaunes* a manifesté de défiance également à leur endroit.

Classes populaires et mondes du travail populaires ont ainsi été massivement invisibilisés depuis les années 1980 et la fin de la « classe ouvrière ». Dirigeants et journalistes n'ont plus parlé – sauf brèves parenthèses toujours liées à des événements sociaux et politiques marquants – que des « classes moyennes ». Y compris, de manière caricaturale, à l'occasion du mouvement des *Gilets Jaunes*, notamment au début de celui-ci. Comme le relève Jean-Marie Harribey⁹, en en réduisant la définition des « classes moyennes » à un seuil de revenu, de plus à peine supérieur au seuil de pauvreté, on opère le coup de force permettant de faire quasiment disparaître les classes populaires.

Quels que soient les efforts des sociologues, et même ceux des cinéastes ou des écrivains pour rendre visibles les milieux populaires et leur rendre leur dignité, évidemment rien ne vaut en la matière un mouvement social surgi de leurs profondeurs. Tel est le cas du mouvement des *Gilets Jaunes*. Comment les *Gilets Jaunes* se sont-ils rendus visibles ? Et qu'ont-ils rendu visibles ?

Notons d'abord qu'ils ont commencé par se rendre visibles sur les réseaux sociaux¹⁰, puis matériellement dans l'espace public par le port du fameux gilet dont la possession est une obligation faite à tout automobiliste, ainsi qu'à « la plupart de ceux qui font des métiers

Stéphane Beaud, Joseph Confavreux et Jade Lindgaard publient « La France invisible » En 2013 Pierre Rosanvallon lance « le parlement des invisibles » et une collection, « raconter sa vie »

⁶ Anne-Marie Arborio, « Visibilisation, invisibilisation du travail », in J.-A Calderon, L. Demailly et S. Muller, *Les marges du travail et de l'emploi : formes, enjeux, processus*, Octares, 2016

⁷ Axel Honneth, « Invisibilité : sur l'épistémologie de la « reconnaissance », *Réseaux*, 1, 2005, 39-57.

⁸ Samuel Hayat, *Médiapart*, 17 mai 2019.

⁹ « Éléments sur le mouvement social des Gilets jaunes », *Les Possibles*, n° 19, février 2019.

¹⁰ Ce qui, au passage, élargit considérablement le champ d'investigation sur la notion d' « espace public » des représentations sociales.

dangereux, au volant ou au contact d'autres machines que la voiture individuelle »¹¹. L'usage d'un tel signe d'appartenance à un mouvement – ou de sympathie à son endroit – n'a d'ailleurs pas tardé à inspirer d'autres groupes mobilisés cherchant à se rendre visibles : métier, pour les « gilets roses » des assistantes maternelles protestant contre la réforme de leur assurance chômage ; cause, pour les « gilets verts » des marches pour le climat pour les « gilets noirs » des défenseurs des migrants sans papier. Notons ensuite que cette visibilité s'est en partie jouée sur les « réseaux sociaux ». Qu'elle a pris la forme de l'occupation de ronds-points ou de barrages routiers, mettant en scène l'éventualité du blocage des flux qui font la fragilité du capitalisme contemporain, avant de s'exprimer sous la forme plus classique des manifestations – pas toujours déclarées – dans le centre des villes. Autant de modalités qui ont participé de l'engouement médiatique, au moins initial, pour ce mouvement. Quant à son absence d'« organisation » classique, en particulier son refus de désigner des porte-paroles légitimes – et même si les journalistes ont bien tenté d'en promouvoir -, loin d'en amenuiser l'intérêt de la part des médias, il a pu stimuler leur intérêt pour une mobilisation collective si énigmatique, dans sa composition sociale, ses messages et ses demandes : comment en rendre compte sans aller à la rencontre, micro et caméra en main, avec ses protagonistes eux-mêmes ?

Ce que ce mouvement a rendu visible mériterait d'être étudié de manière longitudinale, tant sa dynamique propre l'a fait évoluer, en même temps qu'évoluaient les interprétations qui en étaient faites dans l'espace public. Ainsi, dans un premier temps, la lecture privilégiée a été celle d'un mouvement de « classes moyennes de France périphérique », en situation ou en crainte de « déclassement », et pour lesquelles les dépenses contraintes liées à l'usage de l'automobile étaient importantes. La forte présence de professions indépendantes et de l'expression d'un refus des taxes a même permis à certains observateurs de tenter de le réduire à un mouvement « poujadiste ». Mais très vite une autre interprétation semble s'être imposée. Celle d'un mouvement où dominant les salariés et retraités modestes, en situation d'insécurité économique et sociale, mettant en avant une double demande, de justice fiscale et sociale d'une part, de démocratie radicale de l'autre. Reste que dans les deux cas il était difficile de ne pas rendre visible une expérience populaire et ordinaire faite à la fois de précarité économique et de mépris social, ainsi que la force de la protestation contre cette expérience.

Les enquêtes de terrain très tôt réalisées par des chercheurs en sciences sociales ont permis d'étayer l'idée, avancée par Etienne Balibar¹², d'une double « représentativité » du mouvement : représentativité « socio-économique » - celle de la précarisation des conditions d'existence qui affecte des millions de gens, et donc de représentativité sinon de ce qu'est la population mais de ce qu'elle « est en train de devenir » – et représentativité « politique » - l'autoreprésentation de citoyens comme alternative au dépérissement du politique. C'est cette double « représentativité » qui aurait fait la popularité du mouvement.

¹¹ Jérôme Lèbre, « Le pavillon jaune. Résistances locales contre symbolique nationale », *Lignes*, n° 59, p. 47-65.

¹² « Gilets Jaunes: le sens du face à face », 13.12.2019. <https://blogs.mediapart.fr/etienne-balibar/blog/131218/gilets-jaunes-le-sens-du-face-face>.

2- De quelles dynamiques salariales ce mouvement est-il le nom ?

L'ampleur et la diversité des formes de l'insécurité sociale liée à la précarisation salariale ; le poids considérable d'un salariat dépourvu des ressources de l'action et de la négociation collectives sur le lieu de travail ; les implications de la féminisation massive du salariat. Telles sont trois des nombreuses dimensions des transformations du salariat que révèle la mobilisation des *Gilets Jaunes*.

La vulnérabilité sociale ne se limite pas aux personnes privées d'emploi ou dont le statut d'emploi est précaire, et les frontières sont poreuses entre, d'une part, les groupes durablement affectés par la pauvreté économique et/ou la dépendance à l'égard des institutions de protection sociale, et, d'autre part, des groupes de salariés fragilisés. « Cette crise a fait surgir dans l'arène médiatique des groupes que les usages sociologiques ne décrivaient pas toujours comme particulièrement fragiles : d'après les premières enquêtes disponibles, ouvriers, employés, précaires ou en CDI, petits indépendants et retraités semblent avoir été très *présents* parmi les Gilets jaunes et s'être souvent sentis *représentés* par eux. En d'autres termes, un « monde du travail » auparavant décrit comme « invisible » s'est rendu visible. »¹³ Le mouvement a ainsi révélé le poids croissant des « dépenses contraintes » dans les budgets des ménages populaires et la disjonction entre les instruments statistiques qui attesteraient d'une progression du « pouvoir d'achat », et les réalités vécues dans les classes populaires.¹⁴ Telle est l'une des faces positives d'un mouvement, dont on a beaucoup relevé une limite : la faible présence des plus pauvres – quoique chômeurs et allocataires des minimas sociaux n'en étaient pas absents -, et surtout des populations racisées des banlieues urbaines.

Plusieurs caractéristiques du mouvement étayent solidement une seconde hypothèse majeure : le salariat mobilisé, par ses conditions d'emploi et de travail, comme par les revendications mises en avant traduit la montée en puissance d'un monde du travail dépourvu de capacités collectives à se confronter, avec quelques chances de succès avec l'interlocuteur patronal dans l'espace de l'entreprise.¹⁵ Il s'agit en effet d'un salariat dans lequel le monde des PME-TPE est surreprésenté, monde dans lequel les conditions de la négociation collective sont particulièrement défavorables, à la fois pour des raisons structurelles – faible autonomie économique des petites structures souvent insérées dans les réseaux de sous-traitance, « complicités de métier », rôle des arrangements informels... - , pour des raisons tenant aux effets des réformes néo-libérales du droit du travail intervenues ces dernières décennies, et pour des raisons tenant aux difficultés ou à l'impuissance des organisations syndicales à transformer la « forme syndicale » héritée du 20^{ème} siècle. Et ce, tant dans son mode de structuration, que dans la division des rôles entre le « social » et le « politique » dans lequel il s'est installé. Il n'est pas contestable que le mouvement traduit une sortie de l'usine en vue d'interpeler non plus le capital mais l'Etat. Il n'est pas contestable non plus qu'il s'est développé en dehors des organisations syndicales et qu'il a manifesté constamment le souci

¹³ Nicolas Duvoux et Adrien Papuchon, « Temps de crise. L'occasion de repenser la structure sociale », AOC, 21.03.2019. <https://aoc.media/analyse/2019/03/22/temps-de-crise-loccasion-de-repenser-structure-sociale/>

¹⁴ Igor Marinache, « L'impouvoir d'achat. Quand les dépenses sont contraintes », *La vie des idées*, 7 mai 2018. lavedesidees.fr/_Martinache-Igor_.html

¹⁵ Collectif Quantité Critique, « Salaires: comment les gilets jaunes ont court-circuité les négociations collectives », *Médiapart*, 23.05. 2019

d'indépendance à leur endroit. Mais de là à affirmer qu'il marginalise la question salariale - au profit de la question fiscale et de la question démocratique - il y a un pas. Certes la concession gouvernementale qui a été présentée par le Président comme « augmentation du SMIC » n'en était pas une. Mais de nombreux observateurs ont relevé que la demande de redistribution des richesses – la justice fiscale - et de progression des salaires s'est affirmée clairement au fil du temps, y compris en tant qu'expression d'une demande de revalorisation du travail.¹⁶

Enfin, la présence importante des femmes a été souvent notée. Il est difficile de ne pas y voir l'expression à la fois de la féminisation désormais massive du salariat, et de la surexposition des femmes aux modalités contemporaines de la précarité laborieuse : temps partiel contraint, bas salaires horaires, instabilité professionnelle, isolement, distance aux possibilités concrètes d'organisation et de représentation collectives. Une dimension peu explorée mais probable de cette sur-mobilisation féminine mériterait de l'être : les femmes sont massivement employées dans des activités professionnelles, publiques et privées, de « care » dans lesquelles elles font l'expérience quotidienne du manque de moyens pour faire un travail de qualité et de ses effets délétères sur le service offert aux usagers et aux clients.¹⁷ Dit autrement leur propre surexposition à la vulnérabilité économique et sociale se redouble de leur confrontation, plus fréquente que chez les salariés masculins, à la misère du monde.

Bien d'autres caractéristiques du mouvement mériteraient d'être relevées comme révélatrices de réalités contemporaines du salariat. Sa dimension d'emblée nationale par exemple, qui a rendu visible ce dont d'innombrables luttes sociales minuscules et localisées attestent depuis les années 2000 : les capacités de résistance et d'action collective de la part de nombreuses composantes, y compris fragilisées et précarisées, des mondes du travail populaires.... Sans que ces luttes se traduisent par une (re)syndicalisation significative.¹⁸ Mais c'est aussi cette dimension nationale, et sa construction comme confrontation à l'Etat qui a permis des processus de politisation rapide qui semblent n'avoir guère d'équivalent dans les conflits sociaux dispersés.

3- « Classe » : concept utile ou encombrant ?

La polysémie de la notion de classe impose de clarifier l'usage que l'on peut en faire. En distinguant d'abord à la suite de P. Bourdieu, la « classe objet » ou « classe sur le papier », cette classe parlée par d'autres, notamment le sociologue ou le statisticien, de la classe sujet, dotée de porte-paroles, d'organisations de représentation, qui « la font exister ». On sait que la nomenclature française des catégories socio-professionnelles s'est construite en appui sur leur construction politico-institutionnelle. La catégorie (statistique) d'« ouvrier » entretenait des rapports avec étroits avec celle (politique) de « classe ouvrière », de même que celle de

¹⁶ Yann Lelann, « Le mouvement des "gilets jaunes" est avant tout une demande de revalorisation du travail », *Le Monde*, 24.12.2018.

¹⁷ Pierre Rimbert, « La puissance insoupçonnée des travailleuses », *le Monde diplomatique*, janvier 2019, p. 18-19.

¹⁸ La liste en serait longue. Par exemple du côté des salarié.e.s précarisé.e.s, les grèves de travailleurs sans papier, de femmes de ménage dans l'hôtellerie, des personnels des EPHAD, les mobilisations des chauffeurs et des livreurs travaillant pour les plateformes ; du côté de salariés plus stables, par exemple les mille grèves de facteurs que nous avons pu recenser entre 2013 et 2016. Cf. Paul Bouffartigue et Jacques Bouteiller, « L'émiettement et la localisation des conflits. Les grèves des facteurs », *JIST* 2018, Paris.

« cadre » résultant de l' « invention » (politique) de cette catégorie. Les déstabilisations politiques de ces « classes » ne peuvent être sans effets sur la pertinence de la nomenclature, dont on sait qu'elle est remise en question. Tout se passe comme si au terme d'une période historique où la lutte des classes s'était traduite par l'existence de classes, au sens de grands groupes sociaux séparés et identifiables, s'opère un retour à une situation paradoxale de « lutte des classes sans classes ». Cette expression a d'abord été utilisée par Thompson à propos du XVIII^{ème} siècle britannique¹⁹ : la *plèbe* qui s'oppose alors à la *gentry* n'est pas une classe, cette dernière résultera d'une construction culturelle et politique produite par le conflit de classe. La formule a été reprise ensuite par Etienne Balibar pour décrire le paysage contemporain.²⁰

Qu'apporte le mouvement des *Gilets Jaunes* à ce débat ?

Plusieurs traits le rapprochent des mouvements plébéiens qui ont précédé le développement du mouvement ouvrier, mais d'autres l'en distinguent²¹. Il se déploie en dehors de la sphère productive, dans l'espace public, et la subordination salariale n'est pas son enjeu premier ; ses formes d'action ne sont pas la grève mais des manifestations, parfois violentes, réponses à une rupture de l'économie morale par les dominants²² ; l'importance de la dérision et de l'affront aux autorités dans ses expressions symboliques. Par contre le mouvement des Gilets Jaunes n'est pas principalement un mouvement d' « exclus » ; son auto-organisation et sa durée le démarquent des émeutes sporadiques ; il n'a pas été sans effets d'entraînement d'autres mobilisations sociales. Et dans la mesure où il est porteur d'une représentation sociale en termes d'opposition entre un « nous » (le peuple) et un « eux » (les très riches, les élites) il n'est pas étranger à une vision du monde social en termes de classes. Jules Talpin, tout en insistant sur la faible participation des quartiers populaires, parle de « retour d'une vision relativement verticalisée du monde social, au détriment de cette vision tripolaire qui s'est affirmée chez les classes populaires stabilisées.²³ Si « les assistés » ou « les immigrés » ont pu être ponctuellement pointés du doigt, ce sont surtout les riches qui sont ciblés par le mouvement. Si ce « eux » demeure peu défini, il a néanmoins un visage, incarné par le président de la République. A bien des égards, Macron a permis cette reverticalisation des sentiments d'injustice, par sa politique et le discours de (mépris) de classe qu'il n'a cessé de porter ».²⁴

Mieux que de rendre visibles les (des) classes populaires, le mouvement des Gilets Jaunes aurait ainsi démontré combien l'usage de cette notion, au-delà d'un rappel salutaire de leur existence massive et des phénomènes de domination dont elles font l'objet, mérite de

¹⁹ Thompson Edward P., 1978, « Eighteen-century English society : class struggle without class ? », *Social History*, vol. 3, n° 2, p. 133-165.

²⁰ Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Classe, race, nation*, La Découverte, 2018 (1988), p. 240-282.

²¹ Camille Münzer, « Gilets Jaunes : une lutte des classes sans classe ? » *Révolution permanente*, 13.01.2019. <https://www.revolutionpermanente.fr/Gilets-Jaunes-une-lutte-de-classe-sans-classes>.

²² Samuel Hayat, « Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir », 5.12.2018.

<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

²³ Olivier Schwartz, « Peut-on parler de « classes populaires », *La vie des idées*, 2011.

<https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>

²⁴ « Les quartiers, les « gilets jaunes » et la gauche », AOC, 18.02.2019.

<https://aoc.media/analyse/2019/02/15/quartiers-gilets-jaunes-gauche/>

renouer avec la prise en compte de la conflictualité sociale – notamment, mais pas seulement, de classe – dont elles sont aussi le(s) sujet(s). Acter la fin de la « classe ouvrière » et parler de « classes populaires » n’oblige pas à nous limiter à un usage mou de cette dernière notion, comme « classes dominées », voire « classes inférieures », pensées en dehors de la conflictualité sociale qui les animent, et privées des capacités d’initiative qui les constituent.

25

La notion de classe au sens, marxien, de pôle dans l’antagonisme social, se révèle donc pertinente d’abord pour penser les dynamiques sociopolitiques signifiées par un tel mouvement. Mais l’est-elle toujours, au sens de catégorie descriptive des différenciations sociales, telles que le mouvement des *Gilets Jaunes* les a rendues visibles ? Certainement. Mais à condition de ne pas séparer les dimensions de classe des autres dimensions des processus de domination/émancipation – de sexe, de race etc ; ni les dimensions subjectives des dimensions objectives²⁶ ; ni l’importance, en dynamique des « petits écarts de conduite » pour penser la structuration interne des classes populaires.²⁷ De ce point de vue, jouer sur des échelles spatio-temporelles variées d’observation est sans doute plus indispensable que jamais. Par exemple, une vue surplombante sur les formes de conscience sociale pourra mettre l’accent sur l’importance des clivages et des divisions au sein des milieux populaires²⁸, là où des travaux ethnographiques insisteront sur la persistance de solidarités dans les activités de travail.²⁹

Une mobilisation collective telle que celle des *Gilets Jaunes*, surgie pourtant en dehors de l’entreprise et autour de revendications fiscales, a rendu visibles nombre des métamorphoses de la société salariale ainsi que la conflictualité de classe qui la sous-tend : notamment l’évolution des modalités de la vulnérabilité économique et sociale ; la dispersion du salariat dans des unités productives commandées à distance ; ou encore la montée en puissance du salariat féminin. Les mouvements sociaux sont souvent des moments stimulants pour une sociologie qui cherche à s’émanciper des catégories construites par l’Etat.

²⁵ Sophie Bérout, Paul Bouffartigue, Henri Eckert et Denis Merklen, *En quête des classes populaires. Un essai politique*, La Dispute, 2016

²⁶ Nicolas Duvoux et Adrien Papuchon, « Temps de crise : l’occasion de repenser la structure sociale », AOC, 21.03.2019. <https://aoc.media/analyse/2019/03/22/temps-de-crise-loccasion-de-repenser-structure-sociale>

²⁷ Ana Perin-Heredia, « De si petites différences. Conduites économiques et segmentation sociale », in Nicolas Duvoux et Cédric Lomba, *Où va la France populaire ?*, PUF, Coll. La vie des idées.fr, 2018.

²⁸ Thomas Amossé et Olivier Chardon, « Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe ? » *Economie et statistique*, n° 393-394, 2006, p. 203-230

²⁹ Par exemple : Cyrine Gardes, « Un salariat à bas coût. Le travail dans une enseigne *low cost* de bricolage », Thèse pour le doctorat de sociologie EHESS, 2019.

